

**INSTITUT POLYTECHNIQUE UNILASALLE**

Siège social : 19 rue Pierre Waguet  
BP 30313  
60026 BEAUVAIS Cédex

SIRET : 780 507 190 00012  
APE : 8542Z

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2025

---



**S.A.S. D'EXPERTISE COMPTABLE  
ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES**

15, Avenue Paul Claudel - 80480 DURY  
Tél. 03 22 53 45 00 - Télécopie 03 22 95 69 43  
E-mail : [vdb@vdbassociés.fr](mailto:vdb@vdbassociés.fr)  
web : [vdbassociés.fr](http://vdbassociés.fr)  
Capital social de 250.000 €  
R.C.S. Amiens B 581 720 729  
N° TVA : FR 85581720729

Aux Membres de l'Association INSTITUT POLYTECHNIQUE UNILASALLE,

## **I/ OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale du 24 janvier 2022, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'INSTITUT POLYTECHNIQUE UNILASALLE relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de l'exercice.

## **II/ FONDEMENT DE L'OPINION**

### **2.1 – REFERENTIEL D'AUDIT**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **2.2 - INDEPENDANCE**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **III/ OBSERVATION**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

#### **IV/ JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes et n'appellent pas de commentaires particuliers.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### **V/ VÉRIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels, adressés aux Membres.

#### **VI/ RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **VII/ RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à DURY, le 16 janvier 2026

**VDB ET ASSOCIES**  
COMMISSAIRE AUX COMPTES  
REPRESENTE PAR :

**François GARNIER**

A stylized signature in black ink, consisting of a long horizontal line with a large loop at the end.

**Aurélie DELMAS**

A stylized signature in black ink, consisting of a horizontal line with a small loop and a dash at the end.

## **DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue s'ils reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**ASSOCIATION  
INSTITUT POLYTECHNIQUE  
UniLaSalle**

**COMPTES ANNUELS**

**Exercice 2024/2025**

**(1er septembre 2024 au 31 août 2025)**

## COMPTES ANNUELS

### SOMMAIRE

<b>1. Comptes annuels .....</b>	<b>1</b>
1.1. Résultat de l'exercice .....	2
1.2. Bilan .....	3
1.3. Compte de résultat.....	4
<b>2. Annexes aux comptes .....</b>	<b>5</b>
2.1. Informations générales .....	6
Identité .....	6
Objet social .....	7
Organisation et fonctionnement .....	7
Nature, périmètre des activités et moyens .....	7
2.2. Règles et méthodes comptables .....	9
2.3. Faits significatifs de l'exercice et événements postérieurs.....	12
2.4. Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultat .....	14
Tableau de variation des fonds propres et autres fonds .....	14
Tableau des filiales et des participations .....	15
Etat des Immobilisations.....	16
Etat des Amortissements .....	17
Etat des Provisions .....	18
Etat des Echéances des créances et des dettes .....	19
Fonds dédiés .....	20
2.5. Information et commentaires sur .....	22
Eléments relevant de plusieurs postes du bilan .....	22
Produits et avoirs à recevoir .....	23
Charges à payer et avoirs à établir.....	23
Charges et produits d'avance .....	23
Ventilation des produits.....	24
2.6. Engagements financiers et autres informations .....	25
Crédit-bail mobilier .....	25
Engagements financiers .....	26
Effectif moyen .....	28
Rémunération des dirigeants.....	28
Engagements pris en matière de pension, retraites et engagements assimilés .....	28
2.7 Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger.....	29

## **1. Comptes annuels**

### 1.1. Résultat de l'exercice

Total du bilan : .....	107 585 883 €
Total des produits : .....	79 841 380 €
Total des charges : .....	78 811 897 €
Résultat de l'exercice : .....	1 029 483 €

## 1.2. Bilan de l'Association Institut Polytechnique UniLaSalle

## BILAN

ACTIF	2024/2025 (ANC 2022-06)		2023/2024 (ANC 2022-06)		PASSIF	2024/2025 (ANC 2022-06)	2023/2024 (ANC 2022-06)
	BRUT	AMT/PROV.	NET	NET		2024/2025 (ANC 2022-06)	2023/2024 (ANC 2022-06)
Frais d'établissement					Fonds propres		
Immobilisations incorporelles					Fonds propres sans droit de reprise	994 415	994 415
- Frais de recherche et développement					Fonds propres avec droit de reprise	78 818	78 818
- Droit au Bail, Donations temporaires d'usufruit	2 457 252	482 735	2 024 517	2 285 154	Ecart de réévaluation		
- Concessions, brevets, licences, marques, logiciels	4 160 809	4 023 534	137 275	192 868	Réserves		
- Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes					- Réserves statutaires ou contractuelles	304 898	304 898
Immobilisations corporelles					- Réserves pour projet de l'entité		
- Terrains	4 650 693	2 129 568	2 521 125	2 654 945	- Fonds d'amortissement à la création d'entreprise	600 000	600 000
- Constructions	54 246 897	26 012 701	28 234 197	28 172 221	- Fonds de Dotation EME	100 000	100 000
- Installations techniques, matériel et outillage ind.	39 573 089	32 979 892	6 593 197	6 086 791	- Aides aux étudiants	3 000 000	2 400 000
- Autres immobilisations corporelles	21 509 273	18 267 823	3 241 450	3 515 222	- Autres	26 068 168	24 815 426
- Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	15 113 781		15 113 781	5 374 384	- Avances aux cultures bilan 83/84	74 578	74 578
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					Report à nouveau (corrections Apport OER ESITPA)	(333 361)	(333 361)
Immobilisations financières					Excédent ou déficit de l'exercice	1 029 483	1 852 742
- Titres de Participations	710 085	480 430	229 655	231 780	SITUATION NETTE	31 916 998	30 887 515
- Créances rattachées	374 730	374 730					
- Autres titres immobilisés	1 777 465		1 777 465	1 242 652			
- Prêts	44 180	2 300	41 880	4 040	Subventions d'investissement	29 160 356	22 405 333
- Autres immobilisations financières	53 744		53 744	62 862	Provisions réglementées		
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)</b>	<b>144 671 997</b>	<b>84 703 713</b>	<b>59 968 284</b>	<b>49 822 918</b>	<b>TOTAL DES FONDS PROPRES (I)</b>	<b>61 077 354</b>	<b>53 292 848</b>
Stocks					Fonds reportés liés aux legs ou donations		
- Matières première, autres approvisionnements et animaux	125 071		125 071		Fonds dédiés	13 227 142	10 519 061
- En cours de production de biens	351 334		351 334		<b>TOTAL DES FONDS DÉDIÉS (II)</b>	<b>13 227 142</b>	<b>10 519 061</b>
- Produits intermédiaires et finis	273 127		273 127		Provisions pour risques	1 717 540	1 472 933
- Marchandises					Provisions pour charges	7 146 289	6 573 179
Créances					<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)</b>	<b>8 863 830</b>	<b>8 046 112</b>
- Elèves et clients divers	9 268 647	4 382 626	4 886 021	3 307 327	Dettes financières		
- Groupes	276 324	276 046	278	278	- Emprunts et dettes assimilées	5 046 463	5 565 169
- Créances fiscales et sociales	2 890 613		2 890 613	3 298 957	- Concours bancaires courants et découverts		
- Créances reçues par legs ou donations					- Instruments financier à terme	0	2 852
- Autres Créances					- Autres dettes financières		
Charges constatées d'avance	15 290 820	12 164	15 278 656	11 761 327	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 497 540	4 786 333
Valeurs mobilières de placement	1 148 016		1 148 016	861 949	Dettes des legs ou donations	8 766 675	8 291 595
Instruments financiers à terme et jetons détenus	21 471 892		21 471 892	27 213 673	Dettes fiscales et sociales	2 563 778	4 377 953
Disponibilités	1 192 590		1 192 590	1 553 066	Autres dettes		
					Produits constatés d'avance	3 543 101	3 622 250
<b>TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT (II)</b>	<b>52 288 435</b>	<b>4 670 835</b>	<b>47 617 599</b>	<b>48 681 296</b>	<b>TOTAL DES DETTES (IV)</b>	<b>24 417 558</b>	<b>26 646 192</b>
<b>CHARGES A REPARTIR (III)</b>							
<b>ECART DE CONVERSION ACTIF (IV)</b>					<b>ECARTS DE CONVERSION PASSIF (V)</b>		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>	<b>196 960 431</b>	<b>89 374 548</b>	<b>107 585 883</b>	<b>98 504 214</b>	<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>107 585 883</b>	<b>98 504 214</b>

## 1.3. Compte de résultat de l'Association Institut Polytechnique UniLaSalle

COMPTE DE RESULTAT		2024/2025 (ANC 2022-06)	2023/2024 (ANC 2018-06)
P	Produits d'exploitation		
R	- Cotisations		
O	- Ventes de biens et services	49 671 715	48 809 337
D	- Produits de tiers financeurs		
.	Concours publics et subventions d'exploitation	20 985 654	22 401 680
D'	Ressources liées à la générosité du public (dons manuels)	119 140	141 300
E	Contributions financières	1 884 591	2 084 006
X	- Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	3 409 553	4 359 373
.	- Produits des cessions d'immobilisations	33 333	
P	- Utilisations des fonds dédiés	2 889 507	798 116
L	- Autres produits	48 813	9 174
Total des produits d'exploitation (I)		79 042 307	78 602 987
C	Charges d'exploitation		
H	- Achats de marchandises et animaux	479 908	344 930
A	- Achats de matières premières et autres approvisionnements	48 312	468 033
R	- Variation de stocks	1 226	20 146
G	- Autres Achats et charges externes	22 072 811	20 446 428
E	- Aides financières	287 454	736 618
S	- Impôts, taxes et versements assimilés	1 216 202	1 085 863
D'	- Salaires	28 258 671	37 814 071
E	- Charges sociales	11 524 805	
P	- Dotations aux amortissements et aux provisions		
E	. Sur immobilisations : dotations aux amortissements et provisions	5 651 453	5 174 305
L	. Sur actif circulant : dotations aux provisions	304 302	595 954
.	. Pour risques et charges : dotations aux provisions	3 829 126	3 120 037
	- VNC des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	7 925	
	- Report en fonds dédiés	5 586 637	10 266 540
	- Autres charges	223 931	367 671
Total des charges d'exploitation (II)		79 492 763	80 440 596
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		(450 456)	(1 837 609)
P	Produits financiers		
R	- De participation		
F	- D'autres valeurs mobilières et créances sur l'actif immobilisé		
I	- Autres intérêts et produits assimilés	799 073	977 537
	- Reprise sur provisions et dépréciations		25 199
	- Différences positives de change		
	- Produits des immobilisations financières cédées		
	- Produits nets sur cession de VMP et instruments de trésorerie		
Total des produits financiers (III)		799 073	1 002 736
C	Charges financières		
H	- Dotations aux amortissements et aux provisions	2 125	14 200
F	- Intérêts et charges assimilées	52 115	61 325
I	- Différences négatives de change		
	- VNC des immobilisations financières cédées		
	- Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières (IV)		54 239	75 525
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)		744 834	927 211
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)		294 378	(910 398)
Total des produits exceptionnels (V)			2 001 886
Total des charges exceptionnelles (VI)			1 719
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)			2 000 167
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)		(735 105)	(762 973)
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)		79 841 380	81 607 609
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)		78 811 897	79 754 867
5 - EXCEDENT OU INSUFFIS. (Total des produits - Total des charges)		1 029 483	1 852 742
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature		1 612 479	1 559 407
Prestations en nature		65 213	
Bénévolat			87 561
TOTAL		1 677 692	1 646 968
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		(1 612 479)	(1 559 407)
Prestations en nature		(65 213)	(87 561)
Personnel bénévole			
TOTAL		(1 677 692)	(1 646 968)

## **2. Annexes aux Comptes**

## **ANNEXES**

### **Préambule**

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 août 2025 dont le total est de 107 585 883 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme des comptes et dégageant un résultat de 1 029 482,96 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1<sup>er</sup> septembre 2024 au 31 août 2025.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 1<sup>er</sup> septembre 2023 au 31 août 2024.

### **2.1. Informations générales**

#### **Identité**

L'Institut Polytechnique UniLaSalle est issu de fusions successives, d'abord entre l'Institut Supérieur d'Agriculture de Beauvais (ISAB) et l'Institut Géologique Albert-de-Lapparent (IGAL), pour former l'Institut Polytechnique LaSalle Beauvais, puis avec l'Ecole Supérieure d'Ingénieurs et de Techniciens Pour l'Agriculture (ESITPA) de Mont-Saint-Aignan pour constituer l'Institut Polytechnique UniLaSalle, ensuite avec l'Ecole des Métiers de l'Environnement (EME) de Rennes, et enfin, avec l'Ecole Supérieure d'Ingénieurs en Electrotechnique et Electronique d'Amiens (ESIEE-Amiens) sans que ces deux dernières fusions ne viennent affecter la dénomination de l'Association.

L'ISAB a été fondé par les Frères des Ecoles Chrétiennes en lien avec la Société d'agriculture de l'Oise en 1854 (Déclaration de constitution de l'association le 16 novembre 1965 à la Préfecture de Beauvais). Rattaché en 1922 à l'Institut Catholique de Paris, il forme depuis 170 ans des générations de cadres pour l'agriculture. L'Institut est membre du réseau LASALLE (Frères des Ecoles Chrétiennes) présent dans près de 80 pays.

L'IGAL, créé en 1959, trouve ses racines dans les laboratoires de Géologie et de Minéralogie de l'Institut Catholique de Paris (ICP) fondés en 1875.

La fusion des deux établissements a donné naissance en 2006 à l'Institut Polytechnique LaSalle Beauvais.

L'Institut Polytechnique LaSalle Beauvais, profondément attaché à l'enseignement catholique, reconnaît les tutelles des Frères des Ecoles Chrétiennes et de l'Institut Catholique de Paris, garantes du caractère propre de l'Ecole défini par sa participation à l'enseignement catholique.

L'ESITPA a été créée en 1919 à la demande de professionnels de l'agriculture soucieux de former de jeunes agriculteurs et des techniciens en sciences agronomiques. Elle a été rattachée aux Chambres d'Agriculture en 1967, puis à l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture en 1981.

L'Institut Polytechnique LaSalle Beauvais et l'ESITPA se sont réunis autour de valeurs fortes communes contenues dans le projet éducatif de chacun, à savoir respect de l'autre, sens du service et de l'engagement, responsabilité sociale, et la volonté d'accompagner les filières professionnelles, notamment agricoles, dans leur évolution. L'Association a à l'issue de cette fusion pris le nom d'Institut Polytechnique UniLaSalle.

L'EME a été créée en 1992 sur le campus de Ker Lann, à Bruz (Ille-et-Vilaine), au sud-ouest de Rennes. L'EME et l'Institut Polytechnique UniLaSalle placent au premier plan de leur stratégie la question environnementale et l'appropriation des enjeux qui l'accompagnent en termes de transition écologique et énergétique pour leurs univers de formation et de recherche convergents.

Ils partagent également une même exigence d'éducation citoyenne à l'environnement et au développement durable, trait saillant commun de leur projet éducatif respectif.

Située au cœur de la métropole amiénoise sur les bords de la Somme, l'ESIEE-Amiens a été créée en 1992 par et pour les entreprises, sous l'impulsion conjuguée de la ville et de la CCI d'Amiens. L'ESIEE-Amiens et UniLaSalle ont décidé d'unir leur destin pour développer de nouvelles approches interdisciplinaires, alliant l'Ingénierie technologique et les Sciences du vivant, de la Terre et de l'Environnement, et former ainsi une nouvelle génération de Grande Ecole d'Ingénieurs apte à répondre aux enjeux des transitions agroécologiques, alimentaire, énergétique, numériques qui touchent les territoires et les acteurs économiques.

## Objet social

L'Association a pour objet, dans le respect du droit français et des dispositions régissant l'enseignement catholique d'assurer l'organisation, la gestion et le développement de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la formation initiale, continue et par alternance dispensés au sein de l'Institut Polytechnique UniLaSalle. Elle développe dans ce cadre une activité de formation en apprentissage.

L'activité de formation continue de l'Institut Polytechnique UniLaSalle couvre aussi la formation des élus locaux.

Pour atteindre cet objectif, l'Association s'est donné les missions principales suivantes :

- Assurer une formation supérieure de qualité,
- Contribuer à la création et à la diffusion des connaissances,
- Apporter son appui aux filières professionnelles,
- Contribuer au développement économique et social des territoires et accompagner ces derniers dans leur recherche d'un développement juste, équilibré et soutenable,
- Accroître son rayonnement au niveau européen et à l'international en s'appuyant notamment sur le réseau des universités et établissements d'enseignement supérieur lasalliens.

Elle déploie ses missions inspirées des valeurs éducatives lasalliennes fondées sur le respect, le sens de la responsabilité et de l'engagement, et l'humanisme chrétien avec un engagement fort au service du développement durable, dans une approche d'écologie intégrale, portée par chaque communauté éducative.

Les formations délivrées par l'Institut visent à offrir aux étudiants la possibilité de développer leurs qualités humaines et leur sens du leadership.

## Organisation et fonctionnement

L'Association est constituée de membres actifs, personnes physiques ou morales. Les membres actifs sont admis en raison de l'intérêt qu'ils portent aux buts de l'association. Est membre actif, toute personne agréée en cette qualité par le conseil d'administration. L'association comprend en outre des membres de droit.

La gouvernance de l'association est structurée de la manière suivante :

- Des instances décisionnaires, à savoir une Assemblée générale, un Conseil d'administration et un Bureau,
- Des instances consultatives, à savoir un ou plusieurs Comité(s) ou Conseil(s) institué(s) par le Conseil d'administration, au sein de l'association et, le cas échéant, au sein de chaque établissement juridiquement dépendant de l'association.

Les règles relatives à ces différentes instances (composition, convocation...) sont détaillées dans les statuts. La liste des membres et des différentes instances figure en annexe du rapport financier.

## Nature, périmètre des activités et moyens

Conformément à son objet statutaire les principales activités de l'Institut Polytechnique UniLaSalle sont axées sur la formation et la recherche.

### Formations

L'Institut Polytechnique UniLaSalle est un établissement d'enseignement supérieur privé à but non lucratif régi par une association loi 1901. L'Institut est en contrat avec l'État représenté par le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire (MASA) et le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI). Il a obtenu la qualification d'Établissement d'enseignement supérieur reconnu d'intérêt général (EESPIG) en 2016. UniLaSalle est le produit de 4 fusions, dont les plus récentes ont eu lieu en 2016 (École supérieure d'ingénieurs et de techniciens pour l'agriculture - ESITPA - Mont Saint-Aignan), en 2018 (École des Métiers de l'Environnement - EME - Bruz) et en 2021 (École supérieure d'ingénieurs en électrotechnique et électronique – ESIEE - Amiens).

Actuellement, UniLaSalle est implanté sur quatre sites (Beauvais, Rouen, Rennes, Amiens). L'Institut Polytechnique UniLaSalle a obtenu l'accréditation maximale jusqu'à la fin de l'année universitaire 2029-2030, suite à l'avis favorable de la CTI pour délivrer les 5 titres d'ingénieur suivants :

- Spécialité « Agronomie et agro-industries » pour la formation initiale sous statut étudiant (FISE), sous statut apprenti (FISA) et par la Formation Continue (FC) et Validation des Acquis et de l'Expérience (VAE) pour les sites de Beauvais et Rouen ;
- Spécialité « Agro-alimentation et santé » pour FISE, FISA, FC et VAE pour le site de Beauvais ;
- Spécialité « Géosciences et environnement » pour FISE, FISA, FC et VAE pour le site de Beauvais ;
- Spécialité « Génie de l'environnement » pour FISE, FISA, FC et VAE pour le site de Bruz ;
- Spécialité « Systèmes Numériques et Énergétique » pour FISE, FISA, FC et VAE pour le site d'Amiens.

UniLaSalle porte également 5 formations de bachelor :

- Bachelor en Sciences et en Ingénierie en Géosciences et Environnement, dispensé sur le site de Beauvais, accessible par les voies FISEA, FC et VAE ;
- Bachelor en Sciences et en Ingénierie AGRITEC, officiellement nommé Systèmes embarqués pour l'agronomie, dispensé sur le site de Beauvais, accessible par les voies FISA, FC et VAE ;
- Bachelor en Sciences et en Ingénierie en Agribusiness durable, officiellement nommé Agro-Industries, dispensé sur le site de Beauvais, accessible par les voies FISA, FC et VAE ;
- Bachelor en Sciences et en Ingénierie en Ingénierie numérique, dispensé sur le site d'Amiens, accessible par les voies FISEA, FC et VAE ;
- Bachelor en Sciences et en Ingénierie en Environnement et Développement Durable, accessible par les voies FISEA, FC et VAE et dispensé sur le site de Bruz.

En 2022, UniLaSalle ouvre la première école vétérinaire privée française et accréditée par l'A3EV et le MASA. Cette formation en 6 ans est dispensée sur le campus de Rouen.

Enfin, UniLaSalle porte 5 Masters, Masters de Spécialité ou Masters of Sciences sur les campus de Beauvais, Rennes et Rouen.

Au total, ce sont 3887 apprenants qui sont inscrits à UniLaSalle, sous statut étudiant ou apprenti

### Recherche

Les activités de recherche, de développement et d'innovation d'UniLaSalle contribuent fortement aux missions de l'Institut. Elles participent à son rayonnement, à son attractivité, à l'excellence de ses formations, à la construction et la consolidation de ses réseaux au national comme à l'international, à son ancrage territorial ou encore au renforcement de ses liens avec le monde socioéconomique.

Ancrées dans 3 Régions (Hauts-de-France, Normandie et Bretagne), 4 campus (Amiens, Beauvais, Rennes et Rouen) et déclinées au sein de 5 unités de Recherche, s'appuyant sur les expertises de plus de 140 personnels scientifiques et techniques les équipes d'UniLaSalle cherchent à :

- Développer les pratiques agroécologiques, optimiser et préserver la qualité des plantes, des sols et des eaux (unité AGHYLE).
- Valoriser les ressources dans une perspective d'économie circulaire et préserver les ressources dans le contexte du changement climatique (unité ECLORE).
- Identifier, optimiser et distribuer les ressources géologiques renouvelables pour la transition énergétique (unité GENUMER).
- Prévenir les maladies chroniques et liées à l'âge chez l'homme et l'animal par l'alimentation (unité IDEALISS).
- Concevoir et accompagner de nouveaux modèles d'organisation agricole et agroindustrielle (unité INTERACT).

En termes de moyens, UniLaSalle dispose également de plateformes technologiques de pointe et de plateaux techniques :

- La plateforme Usine Nouvelle (Amiens) ;
- La plateforme de Géologie & Hydrogéologie (Beauvais) ;
- Le plateau technique de géosciences (Beauvais) ;
- Le centre d'innovation et de transfert industriel dédié à l'agriculture, Agrilab (Beauvais) ;
- La halle industrielle dédiée à la production d'aliments transformés, Foodlab (Beauvais) ;
- Le centre d'innovation numérique, Apex (Beauvais) ;
- Les deux fermes expérimentales offrant aux chercheurs des dispositifs de pleins champs (Beauvais) ;
- Le plateau technique d'agronomie (Beauvais) ;
- Le plateau technique de méthanisation (Beauvais) ;
- Le plateau technique de biologie cellulaire et moléculaire (Beauvais) ;
- Le plateau technique de biotechnologie, pathologie végétale et agroécologie (Beauvais) ;
- Le plateau technique de physico-chimie et chimie analytique des sols (Beauvais) ;
- Le plateau technique de chimie analytique et de cytométrie en flux environnemental (Beauvais)
- La plateforme Ozone dédiée aux applications de l'ozone dans les domaines de l'agro-industrie, de l'agroalimentaire, de l'environnement et de la chimie du végétal (Beauvais) ;
- Le plateau technique de microbiologie et qualité des aliments (Beauvais) ;
- Le plateau technique de pratiques culinaires et d'analyses sensorielles (Beauvais) ;
- Le plateau technique de génie des procédés alimentaires, non alimentaires et environnementaux (Beauvais et Rennes) ;

- Le plateau technique de chimie environnementale (Rennes) ;
- La plateforme *Indoor Farming\**, Centre au service de la transition agroécologique des territoires (Rouen).
- La Station Expérimentale Normand Serre\* pour l'agroécologie, l'agronomie et la biotechnologie (Rouen) ;
- Le centre Agro R Tech\*, dédié à la valorisation et la caractérisation des agro ressources et des matériaux biosourcés ;
- Le plateau technique de cytométrie en flux environnemental\* (Rouen) ;
- Le plateau technique de microbiologie et qualité des aliments\* (Rouen) ;
- Le plateau technique d'infra-rouge\* (Rouen) ;
- Le plateau technique de matériaux biosourcés\* (Rouen) ;
- Le plateau technique de physico-chimie et chimie analytique des sols\* (Rouen) ;
- Le plateau technique de biophysique et chimie analytique des matériaux (Rouen) ;
- Le plateau technique de biotechnologie, pathologie végétale et agroécologie\* (Rouen) ;
- Le plateau technique de formulation-transformation-procédés pour les matériaux\* (Rouen).

\* Structures regroupées sous la plateforme AGROBIOTECH labellisée IBISA

## 2.2. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément à la réglementation en vigueur résultant :

- Du règlement n°2022-06 de l'ANC du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général.
- Du règlement n°2018-06 de l'ANC du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et abrogeant le règlement n°1999-01 du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.

### Changement de méthode comptable :

L'exercice clos le 31/08/2025 est le premier exercice d'application du règlement ANC n°2022-06.

Ce changement de réglementation s'applique aux exercices ouverts au 1<sup>er</sup> janvier 2025, aussi nous avons décidé d'anticiper ce changement de méthode afin d'améliorer la lecture des états financiers.

Ce nouveau règlement introduit les modifications suivantes :

- Une définition plus restreinte du résultat exceptionnel qui conduit notamment à constater les reprises de subvention d'investissement en produits d'exploitation (2 105K€ au titre de l'exercice clos le 31/08/2025 constatés dans la rubrique subvention) au lieu des produits exceptionnels précédemment (1 998K€ au titre de l'exercice clos le 31/08/2024)
- Une suppression de la technique des transferts de charges (281K€ au titre de l'exercice clos le 31/08/2024)
- Une nouvelle nomenclature du plan comptable
- Une nouvelle présentation des états financiers

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

### **- Immobilisations incorporelles et corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : une durée d'utilisation différente a été affectée aux divers éléments constitutifs des constructions. Les décompositions et les durées utilisées sont les suivantes :

- Maison d'habitation .....50 ans
- Gros œuvre .....30 à 40 ans
- Second œuvre .....10 à 20 ans

- immobilisations non décomposables :

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire (L) en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels informatiques	3 ans	L
Agencements, aménagements des terrains	6 à 10 ans	L
Constructions	10 à 50 ans	L
Installations techniques, Matériel et Outillage	5 à 7 ans	L
Agencements, aménagements, installations	6 à 10 ans	L
Matériel de transport	5 ans	L
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans	L
Mobilier	5 à 10 ans	L

#### - Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision est constatée pour le montant de la différence.

#### - Etat des stocks

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks. Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêt des comptes.

#### - Approvisionnements et marchandises

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les stocks sont évalués selon la méthode du premier entré, premier sorti.

#### - Animaux

Le stock d'animaux est valorisé selon le cours du jour.

#### - Avances en terre

Les avances aux cultures sont valorisées selon la Méthode M (ou méthode d'évaluation Mixte) :

Les achats de matières premières, de matières et fournitures consommables (engrais, semences, plants et produits phytosanitaires) et les façons culturales réalisées par les tiers sont retenues pour leur montant réel.

Variante M1 : les frais de main d'œuvre sont évalués forfaitairement à l'hectare ; les frais de mécanisation sont évalués forfaitairement à l'hectare par nature de culture en fonction de la date de clôture. Cette méthode est calculée avec main d'œuvre.

#### - Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Le poste « Autres créances » regroupe notamment les subventions notifiées et/ou ayant fait l'objet d'une convention signée restant à recevoir à la fin de l'exercice.

#### **- Subventions**

##### **- Subventions de fonctionnement**

Les subventions d'exploitation sont comprises dans les produits d'exploitation de l'exercice au cours duquel la décision d'octroi de la subvention a été notifiée.

Les subventions de fonctionnement accordées pour plusieurs exercices à l'association sont comprises dans les comptes de l'exercice au *pro rata temporis*, les subventions reçues au titre d'exercices ultérieurs sont enregistrées en produits constatés d'avance.

##### **- Subventions d'investissement**

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont comptabilisées en comptes 13xxxx et reprises au compte de résultat de chaque exercice au rythme de l'amortissement des biens financés.

#### **- Fonds dédiés**

Les fonds dédiés représentent les ressources affectées perçues dans le cadre d'un appel aux dons ou dans le cadre de convention de subvention ou de mécénat. Seuls les fonds notifiés dans une convention dont l'action est définie préalablement et portant sur une cause plus restreinte que l'objet de l'association dans son ensemble font l'objet de fonds dédiés. Les fonds dédiés peuvent porter sur les natures de ressources suivantes : subventions d'exploitation, contributions financières, ressources issues de la générosité du public (dons, mécénat, legs & donations). Un fonds dédié est constitué à la clôture de l'exercice si la totalité de la ressource n'a pas été dépensée.

A la clôture de l'exercice 24/25 le solde des Fonds dédiés a atteint 13 227k€, : le détail des fonds dédiés et leur évolution sur l'exercice figure en pages 20 et 21.

#### **- Contribution et charges des contributions volontaires en nature (pied du compte de résultat) :**

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à l'entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : Bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : Dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services, mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Au cours de cet exercice ont été comptabilisées les principales contributions volontaires dont bénéficie l'association notamment :

- les mises à disposition des tracteurs par AGCO valorisées en fonction des temps d'utilisation.
- les prestations gratuites d'enseignements valorisées aux tarifs des intervenants extérieurs au 01/09/2024.
- les mises à disposition des locaux de Rennes et Amiens par les collectivités publiques qui en sont propriétaires.

Le bâtiment occupé par UniLaSalle à Bruz est la propriété du Département d'Ille-et-Vilaine, il a fait l'objet d'un bail à loyer signé entre le Département et l'Association EME à compter du 16 janvier 1999 qui a été résilié et remplacé par un bail emphytéotique administratif d'une durée de 30 ans à compter du 1er septembre 2010. Celui-ci prévoit un loyer est d'un euro symbolique, en contrepartie duquel UniLaSalle doit assumer tous les travaux d'entretien et de réparations de toute nature, y compris les grosses réparations définies par l'article 606 du Code Civil.

La valeur locative de l'ensemble immobilier mis à disposition a été estimée à 459 502€.

Les locaux occupés par UniLaSalle Amiens sont mis à disposition par la Communauté d'Agglomération Amiens Métropole. Une convention de mise à disposition a été signée le 15 décembre 2020 entre l'Institut Polytechnique UniLaSalle et la Communauté d'Agglomération Amiens Métropole.

Dans le cadre de cette mise à disposition, l'Institut Polytechnique UniLaSalle est notamment chargé de s'acquitter des charges de fonctionnement ainsi que des opérations d'entretien et des opérations de travaux d'entretien autres que celles énumérées à l'article 606 du Code Civil.

La valeur locative de l'ensemble immobilier mis à disposition a été évaluée à 1 051 916€.

## - Crédit Impôt Recherche (CIR)

L'Association a perçu au cours de l'exercice 1 071 190 € au titre du CIR 2020. Ceci n'a aucune incidence sur le résultat 24/25, le CIR ayant été comptabilisés sur l'exercice 21/22.

Au cours de cet exercice nous avons comptabilisé le CIR 2023 soit 735 105€ et nous avons constaté une provision de 15%<sup>1</sup> sur les CIR 2021, 2022 et 2023.

Au 31/08/2025, la provision comptabilisée à ce titre s'élève à 414 940€.

Tableau de suivi des CIR :

Années	Déposé	Statut	Échéance
2020	1 071 190	Vérifié par l'administration et versé en totalité le 29/01/2025	soldé
2021	1 267 591	Comptabilisé (Non versé)	janv-26
2022	762 973	Comptabilisé (Non versé)	janv-27
2023	735 105	Comptabilisé (Non versé)	janv-28

## 2.3. Faits significatifs de l'exercice et événements postérieurs

### 2.3.1 Faits significatifs de l'exercice

#### **CFA UniLaSalle :**

L'institut Polytechnique UniLaSalle a accueilli au 1er septembre 2024, 939 apprentis (contre 885 au 01/09/2023) dans les formations ingénieurs agronomie, alimentation-santé et géologie, et les formations bachelor géologie et agriculture, numérique et technologies embarquées pour le site de Beauvais et les formations ingénieurs en génie de l'environnement pour le site de Rennes et en Electronique et Electrotechnique pour le site d'Amiens.

L'exercice comptable du CFA s'alignant sur l'année civile, le résultat pour l'année 2024 fait apparaître un bénéfice de 1 115 279 € contre 994 001 € en 2023.

#### **Avenant 61 de la Convention Collective Nationale de l'Enseignement Privé Indépendant**

L'exercice 2024/25 a été marqué par l'entrée en vigueur, au 1er janvier 2025, de l'avenant n°61 à la Convention Collective Nationale de l'Enseignement Privé Indépendant (CCN EPI), relatif notamment aux indemnités de départ à la retraite. Cet avenant prévoit, en moyenne, le versement d'un mois de salaire supplémentaire par collaborateur au titre de l'indemnité de départ à la retraite, entraînant une revalorisation des engagements sociaux de l'Association. Sa mise en œuvre a donné lieu, sur l'exercice, à un effet de rattrapage ponctuel correspondant à la mise à niveau des provisions pour indemnités de départ à la retraite constituées antérieurement, pour un montant supérieur à 1,1 M€. Cet impact, essentiellement non décaissable à court terme, n'a pas vocation à se reproduire à l'identique sur les exercices futurs et ne traduit pas une dégradation structurelle des équilibres économiques de l'Association, même s'il a pesé de manière significative sur le résultat d'exploitation de l'exercice 2024/25.

#### **Accréditations**

En avril 2025, l'Institut s'est vu renouveler sans réserve et pour la durée maximale de cinq ans son accréditation par la Commission du Titre de l'Ingénieur (CTI) pour l'ensemble de ses formations d'ingénieur sous statut étudiant, par apprentissage ou en formation continue.

Fin juin 2025, l'Institut a passé avec succès son audit triennal de certification qualité AFNOR ISO 9001, amenant à la reconduction formelle de cette certification pour trois nouvelles années.

#### **Immobilier**

##### Acquisition du terrain de La Veillère à Amiens et construction de la résidence UniLaSalle

Le 17 octobre 2024, la Fondation Jean-Baptiste Gagne a acquis un terrain constructible situé en centre-ville d'Amiens et a conclu un bail à construction avec AMSOM Habitat en vue de la construction par ce dernier d'une résidence étudiante de

<sup>1</sup>Provision basée sur la moyenne des rectifications effectuées sur les CIR précédents

250 studios meublés, qui sera exploitée par UniLaSalle, dans le cadre d'un bail civil (BEFA) signé le même jour entre les deux parties. La résidence d'Amiens sera livrée à l'été 2026 pour un commencement d'exploitation par l'Institut à la rentrée universitaire 2026/27.

#### Projet de vente de la Résidence Jean-Baptiste de la Salle de Cergy-Pontoise

Le 30 août 2024, la Fondation Jean-Baptiste Gagne avait signifié au bailleur social ERIGERE avec un préavis de 12 mois la fin du bail à construction qui lui avait été concédé, ceci emportant de plein droit la résiliation de la convention de gestion conclue entre ERIGERE et UniLaSalle, qui exploite la résidence, au 30 août 2025. Ainsi, la Fondation a récupéré à l'issue des douze mois de préavis la pleine propriété des constructions en vue d'une vente de l'ensemble sous réserve d'autorisation de l'Etat. A ce jour le calendrier de vente prévoit un transfert de propriété à un futur acquéreur à l'été 2027 et dans l'intervalle, une convention d'occupation précaire a été signée avec la Fondation par UniLaSalle, qui continuera à exploiter la résidence.

#### Construction du Centre Hospitalier de l'Ecole Vétérinaire à Mont-Saint-Aignan

La Fondation Jean-Baptiste Gagne, propriétaire du terrain de Mont-Saint-Aignan, a régularisé le bail à construction concédé à UniLaSalle en vue de la construction du Centre Hospitalier de l'Ecole Vétérinaire (CHEV). Celui-ci est en cours de construction et devrait être achevé et livré courant mars 2026.

Le financement par emprunt bancaire à hauteur de 12 millions d'euros a été conclu avec trois établissements partenaires et les décaissements afférents ont été entamés à partir de septembre 2025.

#### Projet d'acquisition du terrain de l'APAVE

Une offre formelle d'achat a été signée en décembre 2024 par l'Institut Polytechnique UniLaSalle en vue de l'acquisition auprès de l'APAVE de plusieurs parcelles adjacentes au campus de Mont-Saint-Aignan pour une surface totale de 17 707 m<sup>2</sup> à un prix d'environ 4,7 m€. La future promesse de vente, en cours de négociation, portera une clause de substitution en faveur de la Fondation Jean-Baptiste Gagne, qui a statutairement vocation à assumer la propriété des emprises foncières mises à disposition de l'Institut.

#### **Subvention de fonctionnement de la Communauté d'agglomération du Beauvaisis**

Une subvention de fonctionnement triennale de 850 k€ par année civile a été votée en faveur de l'Association par le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis (CAB) à la fin octobre 2024 pour la période 2024-2026. Les versements totalisant 850 000 euros au titre de l'intégralité de l'année civile 2024 sont intervenus et ont été intégralement comptabilisés au résultat d'exploitation de l'exercice 2024/25, les protocoles annexes à la convention de subvention précisant son affectation étant encore en cours de finalisation entre la collectivité et l'Association à la date d'arrêté des comptes 2023/24.

### **2.3.2 Contexte général et événements postérieurs à la clôture**

#### **Collecte de la taxe d'apprentissage**

La réforme de la collecte du solde de la taxe d'apprentissage est intervenue au cours de l'année 2023. Elle a engendré un décalage des versements par rapport à l'ancien système de collecte directe, lui-même hérité de la réforme de la formation professionnelle de 2018.

Cette réforme du mode de collecte s'est accompagnée d'une évolution de la méthode de comptabilisation des recettes associées. Celle-ci est désormais exclusivement liée à la date de versement des fonds par le dispositif SOLTEA et non à la campagne de versement auxquels ils correspondent. Ainsi, au titre de la taxe d'apprentissage, l'Association a reçu 929 k€ en novembre 2025 et 67 k€ en décembre 2025 ; ces versements seront donc comptabilisés sur l'exercice 2025/2026, même s'ils sont effectués au titre de la campagne relative à l'année civile 2025.

#### **Accréditation EESPIG**

En décembre 2025, le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche a renouvelé l'attribution à l'Institut de la qualification d'Etablissement d'Enseignement Supérieur Privé d'Intérêt Général (EESPIG), et ce pour cinq années supplémentaires. Cette qualification permet notamment l'attribution de subventions de fonctionnement de l'Etat, une meilleure éligibilité à certains financements publics nationaux ou territoriaux mais aussi une reconnaissance facilitant l'accès à certains appels à projets publics (recherche, pédagogie, innovation).

## 2.4. compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultat

### Tableau de variation des fonds propres et autres fonds

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
	A	B	C	D = A + B - C
<b>Fonds propres</b>				
Fonds propres sans droit de reprise (OEIR Esitpa)	982 314			982 314
Fonds propres sans droit de reprise (ESIEE)	12 101			12 101
Fonds propres avec droit de reprise (Ferme de Maurepas)	78 818			78 818
Ecart de réévaluation				
<b>Réserves</b>				
Réserves statutaires ou contractuelles	304 898			304 898
Réserves pour projet de l'entité				
- Fonds d'amorçage à la création d'entreprises	600 000			600 000
- Fonds de dotation E.M.E	100 000			100 000
- Aides aux étudiants	2 400 000	600 000		3 000 000
Autres réserves	24 815 426	1 252 742		26 068 168
Avances aux cultures bilan 83/84	74 578			74 578
Report à nouveau (Corrections apport Esitpa)	-333 361			-333 361
<b>Résultat comptable de l'exercice</b>	1 852 742	1 029 483	1 852 742	1 029 483
<b>Subventions d'investissements</b>	43 924 555	9 686 934	3 982 846	49 628 643
Subventions d'investissements virées au compte de résultat	-21 519 221	-2 104 681	-3 155 615	-20 468 288
<b>Total Fonds Propres</b>	<b>53 292 849</b>	<b>10 464 478</b>	<b>2 679 973</b>	<b>61 077 354</b>

TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS

	Capital (6)	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats (6) (10)	Quote-part du capital détenue (en pourcentage)	Valeurs comptables des titres détenus (7) (8)		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (7) (9)	Montant des cautions et avals donnés par la société (7)	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé (7) (10)	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) (7) (10)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (7)	Observations
				Brutte	Nette						
<b>A. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations ci-dessus (2) (3).</b>											
1. Filiales											
SAS BEAUVAIS TECHNOVA (SIREN 797787256)	600 000	(256 554)	50,02	300 100	169 655	41		0	(4 248)	0	
2. Participations											
SAS CADEMCE (SIREN 533056750)	1 800 000		18,05	325 000	0	650 775		0	0	0	en cours de liquidation, le montant des prêts et avances a été provisionné à 100%
<b>B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations.</b>											
1. Filiales non reprises au § A.											
a. Filiales françaises (ensemble)				0	0	0	0			0	
b. Filiales étrangères (ensemble) (4)				0	0	0	0			0	
2. Participations non reprises au § A.											
a. Dans des sociétés françaises (ensemble)				0	0	0	0			0	
b. Dans des sociétés étrangères (ensemble)				0	0	0	0			0	

- (1) Pour chacune des filiales et des entités, avec lesquelles la société a un lien de participation, indiquer s'il y a lieu le numéro d'identification national (numéro SIREN).
- (2) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ 8) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).
- (3) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.
- (4) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.
- (5) Mentionner au pied du tableau la parité entre le franc métropolitain et les autres devises.
- (6) Dans la monnaie locale d'opération.
- (7) En francs français, puis en euros lorsque l'entité utilisera pour présenter ses comptes.
- (8) Si le montant inscrit a été réévalué, indiquer le montant de l'écart de réévaluation dans la colonne Observations.
- (9) Mentionner dans cette colonne le total des prêts et avances (sous déduction des remboursements) à la clôture de l'exercice et, dans la colonne Observations, les provisions constituées le cas échéant.
- (10) S'il s'agit d'un exercice dont la clôture ne coïncide pas avec celle de l'exercice de la société, le préciser dans la colonne Observations.

# **ETAT des IMMOBILISATIONS**

CADRE A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute des immobilisations début de l'exercice	Augmentation	
			Consécutive à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice	Acquisition, création, apports et virement de poste à poste
	Frais d'établissement, droit au bail <b>TOTAL I</b>	<b>2 347 858</b>		<b>109 394</b>
	Autres postes d'immobilisations incorporelles <b>TOTAL II</b>	<b>4 116 223</b>		<b>44 586</b>
	Terrains	4 575 932		74 761
	Amélioration du fonds			
	Constructions			
	Sur sol propre	338 040		
	Sur sol d'autrui	51 950 623		1 797 112
	Inst. gén., agencements et aménagements des constructions	161 122		
	Installations techniques, Matériel et outillage industriels	37 271 984		2 361 105
	Autres immobilisations corporelles			
	Matériel de transport	563 791		183 511
	Matériel de bureau et informatique mobilier	17 359 238		883 814
	Emballages récupérables et divers	262 378,07		49 654
	Installations générales agencements, aménagements divers	2 306 661		
	Plantations pérennes et autres végétaux immobilisés			
	Immobilisations corporelles et incorporelles en cours	5 374 384		11 527 628
	Avances et acomptes			
	<b>TOTAL III</b>	<b>120 164 153</b>		<b>16 877 585</b>
	Participations et créances rattachées à des participations	374 729		
	Autres participations	710 085		
	Autres titres immobilisés	1 242 652		842 545
	Prêts et autres immobilisations financières	69 202		65 007
	<b>TOTAL IV</b>	<b>2 396 668</b>		<b>907 552</b>
	<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + VI)</b>	<b>129 024 902</b>		<b>17 939 117</b>

CADRE B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice	Réévaluation légale Valeur d'origine des immo fin ex.
		par virement de poste à poste	par cession à des tiers ou mise hs		
	Frais d'établissement, droit au bail <b>TOTAL I</b>			<b>2 457 252</b>	
	Autres postes d'immobilisations incorpor. <b>TOTAL II</b>			<b>4 160 809</b>	
	Terrains			4 650 693	
	Amélioration du fonds				
	Constructions				
	Sur sol propre			338 040	
	Sur sol d'autrui			53 747 735	
	Inst. gén. agenc et aménagement des constructions			161 122	
	Installations techniques, Matériel et outillage industriels		60 000	39 573 089	
	Autres immobilisations corporelles				
	Matériel de transport		18 661	728 641	
	Matériel de bureau et informatique, mobilier		26 903	18 216 150	
	Emballages récupérables et divers		49 654	262 378	
	Instal gales agcts amenagts divers		4 555	2 302 106	
	Plantations pérennes et autres végétaux immobilisés				
	Immobilisations corporelles et incorporelles en cours	1 788 231		15 113 781	
	Avances et acomptes				
	<b>TOTAL III</b>	<b>1 788 231</b>	<b>159 773</b>	<b>135 093 735</b>	
	Participations et créances rattachées à des participations			374 729	
	Autres participations			710 085	
	Autres titres immobilisés		307 732	1 777 465	
	Prêts et autres immobilisations financières		36 286	97 923	
	<b>TOTAL IV</b>		<b>344 018</b>	<b>2 960 202</b>	
	<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>	<b>1 788 231</b>	<b>503 791</b>	<b>144 671 997</b>	

# **ETAT des AMORTISSEMENTS**

CADRE A	IMMOBILISATIONS	Montant des amortissements au début de l'exercice*	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminut° : amortis. afférents aux éléments sortis de l'actif et repris	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
	Frais d'établissement, droit au bail				
	<b>TOTAL I</b>	<b>62 704</b>	<b>370 031</b>		<b>432 735</b>
	Autres immobilisations incorporelles				
	<b>TOTAL II</b>	<b>3 923 355</b>	<b>100 179</b>		<b>4 023 534</b>
	Terrains	1 920 987	208 581		2 129 568
Constructions	Sur sol propre	15 205	13 771		28 976
	Sur sol d'autrui	24 193 015	1 718 171		25 911 187
	Inst. générale, agencmts et aménagements des construct°	69 344	3 194		72 538
	Installations Techniques Matériel et outillage industriels	31 185 193	1 880 942	86 242	32 979 892
Autres immobilisations corporelles	Instal gales agcts amenagts divers	1 449 632	178 869	4 555	1 623 946
	Matériel de transport	365 524	87 385	10 737	442 173
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	14 949 025	1 090 330	50 314	15 989 041
	Emballages récupérables et divers	212 664			212 664
	<b>TOTAL III</b>	<b>74 360 590</b>	<b>5 181 243</b>	<b>151 848</b>	<b>79 389 984</b>
	<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>	<b>78 346 649</b>	<b>5 651 453</b>	<b>151 848</b>	<b>83 846 253</b>

CADRE B	VENTILATION DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			CADRE C	Mvt affectant la provision pour amort. dérogat.
Immobilisations amortissables	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, droit au bail					
<b>TOTAL I</b>	<b>370 031</b>				
Immo. incorporelles <b>TOTAL II</b>	<b>100 179</b>				
Terrains	208 581				
Constructions	Sur sol propre	13 771			
	Sur sol d'autrui	1 718 171			
	Inst. gén. agenc. et amé. des const.	3 194			
Install techniques Matériel et outillage industriels	1 880 942				
Autres immobilisations corporelles	Instal gales agcts amenagts divers	178 869			
	Matériel de transport	87 385			
	Mat. bureau et info. mobilier	1 090 330			
	Emballages récupérables et divers				
<b>TOTAL III</b>	<b>5 181 243</b>				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>	<b>5 651 453</b>				

CADRE D	MOUVEMENT DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net de l'exercice
	Charges à répartir sur plusieurs exercices				
	Primes de remboursements des obligations	<b>NEANT</b>			

## ETAT DES PROVISIONS

PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
<u>Provisions pour risques</u>				
- Provision pour risque	742 897	405 266	160 659	987 504
	742 897	405 266	160 659	987 504
<u>Provisions pour charges</u>				
- Grosses réparations et travaux*	4 379 618		657 188	3 722 429
- Provisions à caractère social ( Pensions )	2 193 561	3 423 860	2 193 561	3 423 860
- Divers	730 036			730 036
	7 303 215	3 423 860	2 850 749	7 876 325
<u>Provisions pour dépréciation immo. financières</u>				
- Titres	478 305	2 125		480 430
- Créances rattachées à des participations	374 730			374 730
- Prêts	2 300			2 300
	855 335	2 125		857 459
<u>Provisions pour dépréciation des V.M.P.</u>				
- Valeurs mobilières de placements				
<u>Provisions pour dépréciation des créances</u>				
- Créances clients	4 476 470	304 302	398 145	4 382 626
- Autres Créances	12 164			12 164
<u>Provisions pour dépréciation des comptes courant d'associés</u>	276 046			276 046
	4 764 679	304 302	398 145	4 670 835
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>13 666 125</b>	<b>4 135 552</b>	<b>3 409 553</b>	<b>14 392 125</b>
<b>Dont dotations et reprises :</b>				
- d'exploitation		4 133 427	3 409 553	
- financières		2 125		
- exceptionnelles				

**ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET  
DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE**

CADRE A			ETAT DES CREANCES		MONTANT BRUT	1 AN AU +	A + 1 AN
DE L'A.	Créances rattachées à des participations						
	Prêts (1) (2)			44 180	21 880	22 300	
IMMOB.	Autres immobilisations financières			53 744		53 744	
DE	Clients douteux ou litigieux			4 382 626		4 382 626	
	Autres créances clients			4 886 021	4 886 021		
L'ACTIF	Personnel et comptes rattachés						
	Mutualité Sociale Agricole et autres organismes sociaux						
CIR-	Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices		2 761 425	1 262 747	1 498 678	
		Taxe sur la valeur ajoutée		129 188	129 188		
CULANT		Autres impôts, taxes et versements assimilés					
		Divers					
	Groupe et associés (2)			276 324	278	276 046	
	Débiteurs divers			15 290 820	5 096 940	10 193 880	
Charges constatées d'avance				1 148 016	1 148 016		
TOTAUX				28 972 344	12 545 070	16 427 273	
R	(1)	Montant des	Prêts accordés en cours d'exercice		60 000		
	Remboursements obtenus en cours d'exercice		22 160				
	(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)					

CADRE B			ETAT DES DETTES	MONTANT BRUT	A 1 AN AU +	A + 1 AN ET 5 ANS AU +	A + 5 ANS
Emprunts obligataires convertibles (1)							
Autres emprunts obligataires (1)							
Emprunts et dettes auprès des établis- sements de crédit (1)		à 1 an maximum à l'origine					
		à plus 1 ans à l'origine		5 046 463	446 094	1 213 715	3 386 655
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)							
Fournisseurs et comptes rattachés				4 497 540	4 497 540		
Personnel et comptes rattachés				4 273 513	4 273 513		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				3 482 415	3 482 415		
Etat et autres collectivités publiques		Impôts sur les bénéfices					
		Taxe sur la valeur ajoutée		90 123	90 123		
		Obligations cautionnées					
		Autres impôts, taxes et assimilés		920 625	920 625		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés							
Groupe et associés (2)							
Autres dettes				2 563 778	2 563 778		
Produits constatés d'avance				3 543 101	3 543 101		
TOTAUX				24 417 558	19 817 188	1 213 715	3 386 655
R	(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice					
		Emprunts remboursés en cours d'exercice		521 194			
	(2)	Montant des divers emprunts et dettes contractés					

**ETAT DES FONDS DEDIES**

	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours de l'exercice B	Engagement à réaliser sur les ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice A - B + C
<b>Fonds reportés liés aux legs ou donations</b>					
<b>Fonds dédiés :</b> Subvention d'exploitation projets AREC et autres :					
<b>Programme AlimAidants 2022 -2025</b> Financier Département oise	96 000	12 102	38 207	40 000	13 895
<b>THESE SOLPLANT REGION HDF n°22005969</b> Financier : Région Hauts de France / Subvention = 51720€	51 720	21 408	16 132		5 276
<b>GRAINE 2019-RECYPEE</b> Financier : ADEME / Subvention = 39 030,68€	39 031	6 952	6 952		0
<b>ANIMATEUR GEOTHERMIE 2023 -2025</b> Financier : ADEME + REGION HDF / Subvention = 166740€	166 740	102 947	44 508		58 440
<b>SOYAINABLE - ANR-22-PLG0003</b> Financier : ANR / Subvention = 40 920,19€	40 920	32 071	9 611		22 460
<b>MININGHEAT</b> Financier : ANR / Subvention = 20 170 €	20 170	6 609	6 609		0
<b>PEPR NINSAR</b> Financier : ANR / Subvention = 160 800 €	160 800	129 155	46 870		82 285
<b>PARHY</b> Financier : BPI / Subvention = 1 615 996 €	1 615 996	1 407 242	516 739		890 503
<b>BIOAUXIL</b> Financier : FEADER et REGION HDF = 18 499,30 €	18 499	1 684	1 684		0
<b>RAPETORR</b> Financier : ADEME = 49 816,03 €	49 816	48 613	10 304		38 309
<b>AGROOP</b> Financier : CASDAR - FRCUMA Occitanie = 14 851,20 €	14 851	14 153	2 650		11 503
<b>METHABIOM</b> Financier : ADEME = 48 087,31 €	48 087	44 195	12 288		31 907
<b>THESE FERTIGEST REGION HDF n°23004914</b> Financier : Région Hauts de France / Subvention = 55 824,12€	55 824	43 230	16 049		27 181
<b>THESE NEUTRALITE CARBONE REGION HDF n°23004914</b> Financier : Région Hauts de France / Subvention = 55 824,12€	55 824	47 916	16 133		31 783
<b>FERTILUZ</b> Financier Agence de l'Eau Artois Picardie = 53 581€ Financier Agence de l'Eau Seine Normandie = 39 913€	93 494	82 593	15 865		66 728
<b>RES'EAU2 HDF 2023_2026</b> Financier : Agence de l'Eau Seine Normandie / Subvention = 46 768€	46 768	40 909	9 428		31 481
<b>OZOCELL2</b> Financier : ADEME / Subvention = 1 534 634€	1 534 634	1 512 445	255 323		1 257 122
<b>REGENCEL</b> Financier : ANR / Subvention = 55 929,30€	55 929	36 109	9 464		26 645
<b>ALIMCARE</b> Financier : CAISSE DES DEPOTS / Subvention = 2 238 300€	2 238 300	2 126 058	173 866		1 952 193
<b>Boîte à outils des porteurs et futurs porteurs de projets entrepreneuriaux 23-25</b> Financier FEDER Convention HDF002491	242 619	145 109	77 595		67 515
<b>DEFFINUM / IMMERSIVE LEARNING LAB</b> Financier : CAISSE DES DEPOTS / Subvention = 178 324€	178 324	141 504			141 504
<b>MYCUP</b> Financier : ULCO / Subvention = 14 252€	14 252	14 252	12 991		1 261
<b>COEDITAG</b> Financier : ANR / Subvention = 71 779,20€	71 779	71 779	942		70 838
<b>PAC3R</b> Financier : ANR / Subvention = 19 800€	19 800	19 144	1 533		17 611
<b>KEWOOL BEAUVAISIS - Extrêm Défi Bioéconomie</b> Financier : ADEME / Subvention = 21 773,83€	21 444	0	15 869	21 444	5 575
<b>OZONDS</b> Financier : BPI / Subvention = 1 895 474€	1 895 474	0	0	1 895 474	1 895 474
<b>SUPREM-MILK</b> Financier ANR / Subvention = 250 000€ (dont 8000€ en subvention d'investissement)	242 000	0	59 801	242 000	182 199
<b>THESE METHANISATION REGION HDF n°24007185</b> Financier : Région Hauts de France / Subvention = 57 515,76€	57 516	0	14 591	57 516	42 925
<b>TaupiFAST2</b> Financier : inov3PT - France Agrimer / Subvention = 106 704€	106 704	0	14 766	106 704	91 938
<b>RES'EAU EXPE SOLS 24 26</b> Financier : AESN / Subvention = 42 830€	42 830		9 724	42 830	33 106
<b>PhotoFlax</b> Financier : CPERBIHautEco de France / Subvention : 7 500€	7 500		6 417	7 500	1 083
<b>CARTOGRAPHIE DES SOLS DE L'OISE</b> Financier : MINISTERE AGRICULTURE / Subvention : 35 235€	35 235		6 732	35 235	28 503
<b>Life Science Lab</b> Financier : Région HDF et FEDER / Subvention : 732641,27 € (dont 483 379€ pour le invest)	245 262	0	2 119	245 262	243 143
<b>Scénographie "Fermes intelligentes pour l'ère climat et la biodiversité"</b> Financier : Région HDF et FEDER / Subvention : 307 653,04	307 653	0	59 778	307 653	247 875
<b>RDD 2 - Accompagnement Réseau Régional Reliquat Azoté</b> Financier Agence de l'Eau Artois Picardie = 6 620€ Financier Agence de l'Eau Seine Normandie = 3 786€	10 406	0	0	10 406	10 406
<b>REPAS - REEvaluer les Pratiques Alimentaires en Structures</b> Financier : AG2R Agirc-Arrco / Subvention 59 750€	59 750	0	1 617	59 750	58 133
<b>Cookinaires en onco nutrition</b> Financier : MALAKOFF HUMANIS / Subvention = 138 000€	138 000	0	17 797	138 000	120 203
<b>MICROPOL - Dispositif STImuLE</b> Financier Région HDF via l'UTC / Subvention = 11 467€	11 467	0	0	11 467	11 467

**ETAT DES FONDS DEDIES**

	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours de l'exercice B	Engagement à réaliser sur les ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice A - B + C
<b>NG2B</b> Financeurs Région Normandie FEADER / Subvention = 37 902€	37 902	13 460	13 460		0
<b>RIN Doctorants 2022</b> Financier Région Normandie / Subvention 53 325€	53 325	24 147	17 070		7 077
<b>Réduction et modulation des herbicides</b> Financeurs Région Ndie + FEDER / Subvention 12 781€	12 781	2 373	2 373		0
<b>VER REPAIR - Solutions agroécologiques de revitalisation des sols</b> Financeurs Région Ndie + FEDER / Subvention 60 330,25€	60 330	14 812	11 850		2 962
<b>Contrat objectifs 23-25</b> Financier Région Normandie / Subvention = 42 296,80€	42 297	37 671	12 332		25 340
<b>Normandie Sup' - Dialogue Science Société CSTI</b> Financier Région Normandie / Subvention = 221.000,00€	221 000	179 532	50 969		128 563
<b>Normandie Sup' 2023 - International - Campus International Expérimental</b> Pilote : transformer, Promouvoir, Rayonner Financier Région Normandie / Subvention = 759.000,00€	759 000	625 961	175 826		450 135
<b>Pacleg N°2</b> Financier Région Normandie / Subvention = 149.708,00€	149 708	104 706	73 291		31 414
<b>Mise en place et Valorisation du Pastel des teinturiers en Ndie - MVP</b> Financier Région Normandie / Subvention = 215.445,00€	215 445	205 890	71 069		134 821
<b>Normandie Sup' 2023 - Orientation, réussite et insertion</b> Financier Région Normandie / Subvention = 196 000,00€	196 000	157 699	62 278		95 421
<b>LINAGGLO</b> Financier Région Normandie / Subvention = 196 000,00€	269 121	269 121	28 155		240 966
<b>TANGOO - Transmettre l'Agro écologie aux Nouvelles Générations avec les GrOupes</b> Chambre d'Agriculture de Normandie / Subvention 28 927,00€	23 142	28 927	26 392		2 535
<b>Partenariat International de la Ndie - Madagascar</b> Financier Région Normandie / Subvention 21 400,00€	21 400	17 297	9 672		7 625
<b>Normandie Sup' 2023 - Transf. Offre formation VETO</b> Financier Région Normandie / Subvention = 1 137 500,00€	1 137 500	1 105 872	470 034		635 838
<b>ARPEGE</b> BPI France / Subvention = 711 100,00€	711 100	711 100	109 279		601 821
<b>UPECOMAT - Upcycled eco-materials</b> Région Normandie / Subvention 120 000,00€ dont 10.000,00€ en investissement	110 000	46 367	37 042		9 325
<b>Normandie Sup Transformation de l'offre de formation</b> Région Normandie / Subvention 486 500,00€ dont 50.000,00€ en investissement	436 500	355 967	179 522		176 444
<b>HARVEST</b> AgroParisTech / Subvention 244 833,00€	244 833	203 500	100 567		102 933
<b>POP 2030</b> ADEME / Subvention 175 444,00€	175 444		47 438	175 444	128 006
<b>BATIROSEAU</b> ADEME / Subvention	173 959		2 751	173 959	171 208
<b>Normandie Sup International - Chaire Bilatérale Ndie Québec</b> Région Normandie / Subvention 341 000,00€	341 000		2 638	341 000	338 362
<b>La Petite Bichette</b> Région Normandie / Subvention 85 607,50€	85 608		2 247	85 608	83 361
<b>BATIVERCOOP</b> ADEME / Subvention 58 752,00€	58 752		6 738	58 752	52 014
<b>INSEREZ LES (MSA + BVS)</b> Terre Innovia / Subvention 290 049,60€	290 050		13 673	290 050	276 377
<b>Atsinanana</b> Région Normandie / Subvention 17 500,00€	17 500		0	17 500	17 500
<b>Transformation de l'offre de formation et accueil de nouvelle formation</b> Région Normandie / Subvention 494 350,00€	494 350		24 920	494 350	469 430
<b>Normandie Sup International</b> Région Normandie / Subvention 133 000,00€	133 000		10 068	133 000	122 932
<b>POTION (MSA + BVS)</b> Région Normandie - FEDER / Subvention 182 937,98€	182 938		12 111	182 938	170 827
<b>LIEN DU SOL</b> Arvalis / Subvention 186 344,00€	186 344		9 737	186 344	176 607
<b>COCLIM</b> Chambre Régionale Alpes Côte Azur / Subvention 95 471,44€	95 471		4 658	95 471	90 813
<b>TWINS FARMS</b> AgroParisTech / Subvention 218 248,80€	218 249		346	218 249	217 903
<b>DEFILEG</b> Région Normandie - FEDER / Subvention 144 116,80€	144 117		0	144 117	144 117
<b>BAMACHAR</b> Région Normandie / 56 238,30€	56 238		0	56 238	56 238
<b>MARAICHAGE TT HERBES</b> Agence de l'eau Seine Normandie / Subvention 51 117,00€	51 117		0	51 117	51 117
<b>THESE SMARTGRIDS REGION HDF n°22005969</b> Financier : Région Hauts de France / Subvention =52 667€	52 667	42 426	16 654		25 772
<b>METCHAR</b> Région BRETAGNE / Subvention 76 000,00€	76 000	28 752	28 752		0
<b>CASCADE</b> INTERREG/ Subvention 258 928,80€	258 929	230 054	90 435		139 619
<b>ENVEZH</b> CNRS / Subvention 5 250€	5 250	5 250	5 250		0
<b>OXYMORE</b> ANR/ Subvention = 23254€	23 254	0		23 254	23 254
<b>TOTAL</b>	<b>17 933 039</b>	<b>10 519 061</b>	<b>3 240 551</b>	<b>5 948 632</b>	<b>13 227 142</b>

## 2.5. Information et commentaires

### Eléments relevant de plusieurs postes du bilan (entreprises liées ou avec lesquelles l'association a un lien de participati

	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes et créances représentées par des effets de commerce
	Liées +50 %	avec lesquelles la société a un lien de participation entre 10 % et 50 %	
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations	300 100	325 000	
Créances rattachées à des participations		374 730	
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés			
Autres créances	41	276 046	
Capital souscrit et appelé non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Produits de participation			
Autres produits financiers			
Charges financières			

**Commentaires :** Ces montants concernent la SAS Beauvais Technova, et la SAS CADENCE.

**Produits et avoirs à recevoir**

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
<b>CREANCES</b>	<b>5 821 792</b>
Créances clients et comptes rattachés	2 074 324
Autres créances	3 747 468
<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	<b>147 103</b>
<b>DISPONIBILITES</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>5 968 895</b>

**Charges à payer et avoirs à établir**

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 489
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	607 214
Dettes fiscales et sociales	6 858 514
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	138 397
Autres dettes (dont avoirs à établir : 0,00€)	47 265
<b>TOTAL</b>	<b>7 653 878</b>

**Charges et produits d'avance**

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	1 148 016	3 543 101
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
<b>TOTAL</b>	<b>1 148 016</b>	<b>3 543 101</b>

Ventilation des produits :

Chiffres d'affaires :

Répartition par secteur d'activité	Montant
Scolarités	35 326 259
Facturation aux familles (hébergement, restauration, forfait, divers)	9 674 106
Etudes, recherches, prestations (hors subventions)	1 887 807
Ventes exploitations agricoles	1 182 953
Prestations et ventes diverses	1 600 590
<b>Total</b>	<b>49 671 715</b>

(soit Secteur lucratif : 4 079 709€ /Secteur non lucratif : 45 592 006€)

Autres produits d'exploitations

Désignation	Montant
Concours publics et Subventions d'exploitations	20 985 654
<i>Etat, Ministères, Agences (ANR, Ademe....)</i>	<i>11 999 845</i>
<i>Europe, Feder, Interreg</i>	<i>861 999</i>
<i>Collectivités Territoriales</i>	<i>3 569 293</i>
<i>Taxe d'apprentissage</i>	<i>1 583 098</i>
<i>Quote part des subventions d'investissements virée au résultat de l'exercice</i>	<i>2 104 681</i>
<i>Autres</i>	<i>866 739</i>
Ressources liées à la générosité du public (dons manuels)	119 140
Contributions financières	1 884 591
Reprise sur provisions (et amortissements)	3 409 553
Produits des cessions d'éléments d'actif	33 333
Utilisations des Fonds Dédiés	2 889 507
Autres produits	48 813
<b>Total</b>	<b>29 370 592</b>

Ventilation des Subventions d'investissements reçues dans l'exercice :

Répartition par secteur d'activité	Montant
Régions Hauts de France et Normandie	7 322 805
Métropole Rouen Normandie	2 078 508
AGEFIPH	24 324
OPCO EP	19 263
Autres (TA, Mécénat)	221 872
<b>Total</b>	<b>9 666 773</b>

## 2.6. Engagements financiers et autres informations

### Crédit-bail mobilier : Matériel/Outillage, voitures

	Pulvérisateur Générique ALPHA ALPHA ECO FR4100*	Voiture CITROEN C3 GS-459-CV	Voiture CITROEN C3 GS-753-DX	Container d'Ozonation de 20kgO3/h – SMOevo PLUS 96	Ozoneur SMOevo PLUS 610
Valeur d'origine	226 000	16 800	20 591	960 545	322 512
Amortissements :					
- Cumuls exercices antérieurs	28 250	2 800	3 432	106 727	0
- Dotations de l'exercice	56 500	4 200	5 148	320 182	80 628
<b>TOTAL</b>	<b>84 750</b>	<b>7 000</b>	<b>8 580</b>	<b>426 909</b>	<b>80 628</b>
Redevances payées :					
- Cumuls exercices antérieurs	51 627	1 992	2 505	152 800	0
- Exercice	51 342	2 988	3 758	469 768	40 314
<b>TOTAL</b>	<b>102 969</b>	<b>4 980</b>	<b>6 263</b>	<b>622 568</b>	<b>40 314</b>
Redevances restant à payer :					
- à un an au plus	51 342	2 988	3 758	305 600	161 256
- à plus d'un an et cinq au plus	51 342	3 990	5 010	0	120 942
- à plus de cinq ans					
<b>TOTAL</b>	<b>102 684</b>	<b>6 978</b>	<b>8 768</b>	<b>305 600</b>	<b>282 198</b>
Valeur résiduelle :					
- à un an au plus	0	0	0	533 636	0
- à plus d'un an et cinq au plus	141 250	9 800	12 011	0	3 225
- à plus de cinq ans	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>141 250</b>	<b>9 800</b>	<b>12 011</b>	<b>533 636</b>	<b>0</b>

# Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
<b>Intérêts restant à courir sur emprunts figurant au passif</b>	
Emprunt Crédit Agricole 800 000€ Campus Piétons (2014)	277
Emprunt Crédit Agricole 1 400 000€ Bâtiment Ozone (2016)	612
Emprunt Crédit Agricole 800 000€ Rénovation Thermique (2021)	26 891
Emprunt Crédit Coopératif 1 000 000€ Rénovation Thermique (2021)	17 737
Emprunt Crédit Agricole 2 000 000€ (Réhabilitation Bat. Ferme Phase2 (2021)	136 578
Emprunt Banque Postale 2 300 000€ (Réhabilitation Bat. Ferme Phase2 (2021)	236 570
<b>Nantissement en contrepartie d'emprunts auprès des établissements bancaires :</b>	
Valeurs mobilières pour 851 000€ envers le Crédit Agricole Brie Picardie en garantie des emprunts	851 000
Parts de la SCPI ATOUT PIERRE DIVERSIFICATION pour 530 100€ envers la Banque Postale en garantie de l'emprunt de 2,3m€	530 100
Valeurs mobilières pour 400 000€ envers la Société Générale en garantie d'un emprunt de 2 m€ pour la construction du CHEV	400 000
Valeurs mobilières pour 1 200 000€ envers le CA Ndie Seine en garantie d'un emprunt de 6 m€ pour la construction du CHEV	1 200 000
Contrat de capitalisation CNP Patrimoine pour 800 000€ envers le Crédit Coopératif en garantie d'un emprunt de 4 m€ ( CHEV)	800 000
Parts Sociales pour 40 000€ envers le Crédit Coopératif en garantie d'un emprunt de 4 m€ ( CHEV)	40 000
<b>Cautionnement des Prêts Taux Zéro étudiants partenariat Crédit Agricole Brie Picardie :</b>	374 310
27 prêts en 20/21 pour 128 000€, caution 50% UniLaSalle et 50% Crédit Agricole, soit 64 000€.	
36 prêts en 21/22 pour 80 000€, caution 50% UniLaSalle et 50% Crédit Agricole, soit 90 000€.	
34. prêts en 22/23 pour 163620 €, caution 50% UniLaSalle et 50% Crédit Agricole, soit 81 810€	
36. prêts en 23/24 pour 179 000€, caution 50% UniLaSalle et 50% Crédit Agricole, soit 89 500€	
20. prêts en 24/25 pour 98 000€, caution 50% UniLaSalle et 50% Crédit Agricole, soit 49 000€	
<b>Cautionnement des Prêts Taux Zéro étudiants partenariat Crédit Agricole Normandie Seine:</b>	32 500
4. prêts en 23/24 pour 20 000€, caution 50% UniLaSalle et 50% Crédit Agricole, soit 10 000€	
9. prêts en 24/25 pour 45 000€, caution 50% UniLaSalle et 50% Crédit Agricole, soit 22 500€	
<b>TOTAL</b>	<b>4 646 574</b>
Dont concernant :	
- les dirigeants	
- les filiales	
- les participations	
- les autres entreprises liées	
Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements reçus	Montant
<b>Notification de nouveaux emprunts pour la construction du CHEV* :</b> - Emprunt de 6 millions d'euros souscrit auprès du CA Normandie Seine (Taux 3,39% - Durée 240 mois signé le 23/05/2025) - Emprunt de 4 millions d'euros souscrit auprès du Crédit Coopératif (Taux 3,41€ - Durée 252 mois signé le 07/07/2025) - Emprunt de 2 millions d'euros auprès de la Société Générale (Taux 3,35% - Durée 264 mois signé le 22/05/2025)	12 000 000
<b>Notification de subventions d'investissements :</b> - Région Normandie, Construction Ecole Vétérinaire : subvention de 20 millions d'euros, la part non comptabilisée : 15 653 410€ - Métropole Rouen Normandie, Construction d'une Ecole Vétérinaire, : subvention de 6 millions d'euros, la part non comptabilisée : 4 131 832 € - Région Normandie, AGROBIOTECH Plateforme Recherche, subvention de 2 259 336 €, part non comptabilisée : 1 680 452 €	17 333 862
<b>Autorisation de découvert :</b> Autorisation de découvert à la hauteur de 500 000€ au taux euribor 3 mois moyenné +0.90% de marge accordée par le Crédit Agricole Brie Picardie de Beauvais.	500 000
<b>TOTAL</b>	<b>29 833 862</b>
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	

\* Déblocage des fonds sur 25/26

**Effectif moyen**

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	424.64	
Techniciens et agents de maîtrise	109.90	
Employés et ouvriers	32.20	
<b>TOTAL</b>	<b>566.74</b>	

**Rémunération des dirigeants**

	Montant
<b>REMUNERATIONS ALLOUEES AUX MEMBRES</b>	
- des organes d'administration	0
- des organes de direction	-
- des organes de surveillance	0

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

**Engagements pris en matière de pension, retraites et engagements assimilés**

Engagements	Dirigeants	Autres	Provisions
Pensions et indemnités assimilées			
Compléments de retraite pour personnel en activité			
Compléments de retraite et indemnités assimilées pour personnel à la retraite			
Indemnités de départ à la retraite et autres indemnités pour personnel en activité			3 423 860
<b>TOTAL</b>			<b>3 423 860</b>

**Commentaires :**

Les hypothèses actuarielles sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3.80%
- Age légal de départ : 64 ans
- Droits acquis : Convention collective de l'entreprise qui s'applique

Ce montant est provisionné dans les comptes sociaux.

Le montant est calculé en application de la méthode rétrospective.

## 2.7. Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger pour l'exercice 2024/2025

(Version Synthétique)\*

Etat du contributeur	Montant total des avantages et des ressources
Allemagne	74 873
Autriche	5 499
Belgique	34 874
Benin	4 450
Bulgarie	17 323
Burkina Faso	4 450
Cameroun	48 815
Canada	17 400
Chine	133 589
Colombie	8 268
Comores	10 060
Côte d'Ivoire	7 800
Danemark	5 260
Emirats Arabes Unis	1 300
Espagne	2 146
Etats-Unis	4 980
Gabon	14 115
Grande-Bretagne	66 540
Grèce	35 749
Hong Kong	191 720
Inde	7 500
Irlande	80 352
Islande	2 254
Italie	69 622
Japon	63 695
Liban	6 500
Lituanie	3 111
Madagascar	8 700
Malaisie	54 000
Mali	8 782
Maroc	54 995
Mexique	9 395
Monaco	7 650
Norvège	8 420
Pakistan	16 450
Pays-Bas	88 994
Philippines	600
Portugal	2 296
République du Congo	5 200
Roumanie	2 088
Sénégal	26 200
Suède	10 000
Suisse	49 911
Tchad	2 640
Togo	4 450
Turquie	3 400
<b>Total</b>	<b>1 286 416</b>

\*La version détaillée de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger que l'Association Institut Polytechnique UniLaSalle doit établir en application de l'article 434-4 du règlement ANC N°2022-04 du 30 juin 2022 est mise à la disposition du public au siège de l'association situé au 19 rue Pierre Waguët à Beauvais.